

Service Prévention des Risques Anthropiques
Pôle Risques Accidentels
2, Rue Augustin Fresnel BP 95058
57071 METZ CEDEX 3

METZ, le lundi 7 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESTIA RESEAUX DE CHALEUR

6 rue des Trézelots
BP 7
54425 Pulnoy

Références :
Code AIOT : 0006200472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement ESTIA RESEAUX DE CHALEUR implanté 28 rue Joseph Florentin 54000 Nancy. L'inspection a été annoncée le 26/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à l'inspection du 3 février 2022 où plusieurs écarts avaient été constatés concernant le suivi des équipements sous pression de l'établissement. L'objet de la visite était le recollement des non-conformités constatées en 2022.

Le référentiel utilisé lors de la visite est :

- le code de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des réceptifs à pression simples.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESTIA RESEAUX DE CHALEUR
- 28 rue Joseph Florentin 54000 Nancy
- Code AIOT : 0006200472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR, dont le siège se situe 6 rue des Trézelots à PULNOY, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie urbaine ainsi qu'une installation de cogénération au 28, rue Joseph Florentin à NANCY (54000), par arrêté préfectoral n°2020/1432 du 22 décembre 2020. Elle est autorisée au titre de la rubrique n°3110 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi en service des équipement sous pression
- Suivi des échéances

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Risque relatif à la végétation	Code de l'environnement du 01/07/2013, article L. 557-29	/	Lettre de suite DREAL	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de délais
3	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III	/	15 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
2	Registre d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	/	Sans objet
4	Etat des équipements	Arrêté Ministériel du 28/12/2016, article R557-14-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur la surveillance du parc des équipements sous pression soumis à suivi en service de la chaufferie urbaine exploitée par la société ESTIA sur le territoire de la

commune de NANCY (54000). L'Inspection de l'environnement est chargée, en application de l'article L. 557-46 du code de l'environnement, de la surveillance des équipements sous pression. Cette visite de recollement fait suite à la visite du 1er février 2022 où plusieurs non-conformités ont été constatées par l'Inspection. La visite en objet a permis de lever l'ensemble des non-conformités identifiées lors de la précédente visite à l'exception de la non-conformité relative à l'inspection périodique de la tuyauterie de gaz naturel dont le rapport de contrôle, non disponible le jour de la visite, doit être transmis sous quinze jours par l'exploitant. En cas de non transmission de ce document des suites administratives seront proposées à Monsieur le préfet.

Par ailleurs, les constats établis par l'Inspection de l'environnement soulèvent des observations concernant la présence d'arbres sur la partie enterrée de la tuyauterie de gaz naturel de l'exploitant. Ces éléments sont de nature à ne pas permettre un suivi satisfaisant de la tuyauterie ou pourraient occasionner un risque pour l'intégrité des équipements. Compte-tenu de ces observations, l'Inspection propose de demander par lettre de suite un plan d'action à l'exploitant permettant de lever les observations formulées. Concernant la présence d'arbres sur l'équipement, un arrêté préfectoral pourra être proposé à Monsieur le préfet suite à la réception du plan d'action de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Lors de la visite de 2022, il avait été constaté que : - l'exploitant n'avait pas indiqué pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique, - les générateurs de vapeur et les économiseurs étaient regroupés, - les tuyauteries de gaz naturel n'étaient pas identifiées. La liste des équipements a été mise en conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.[...]
Constats : En 2022, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas établi de dossier d'exploitation pour les tuyauteries de gaz naturel. Lors de la visite, l'Inspection a pu consulter le dossier de l'équipement ainsi que le registre de celui-ci. Néanmoins, aucune note de calcul n'est disponible afin de définir les critères d'acceptabilité en cas de mesures d'épaisseur.
Observations : Suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 23 juin 2023 la note de calcul de l'équipement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.
Constats : En 2022, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas établi le plan de contrôle des tuyauteries de gaz naturel : - DN 80, PS 25 bar mise en service le 07 janvier 1999. - DN 80, PS 15 bar mise en service en novembre 2020. L'exploitant n'avait pas réalisé d'inspection périodique pour ces tuyauteries. Lors de la visite, l'Inspection a pu consulter le programme de contrôle des équipements susmentionnés. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que l'inspection périodique a été réalisée mais que le rapport n'était pas encore finalisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Etat des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2016, article R557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]
Constats : En 2022, il avait été constaté que la tuyauterie de gaz naturel de DN 80 et PS 15 bar vibrait fortement, de même que l'accessoire de DN 800 en amont. L'exploitant n'avait pas présenté de programme de contrôle prenant en compte les vibrations, ni d'étude de flexibilité, pour justifier de la bonne tenue de la tuyauterie en exploitation. Lors de la visite, l'Inspection a consulté le rapport d'examen par magnétoscopie de la tuyauterie d'alimentation GN Cogénération point MT 1 à MT 8 réalisé par l'APAVE le 15 novembre 2022. Celui-ci a été réalisé sur 100% de la face externe des soudures. Le résultat est conforme aux critères d'acceptation de la NF EN ISO 23278 en 2016. A la demande de l'Inspection, l'exploitant a fait réaliser en 2022 une étude du comportement vibratoire de la ligne gaz. Cette étude réalisée le 20/03/2023 par la société ALORIS conclut que le système de supportage actuel ne permet d'éviter la résonance de la tuyauterie et propose une modification de celui-ci. L'Inspection a constaté que la modification du supportage en cohérence avec les recommandations de la société ALORIS a bien été réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risque relatif à la végétation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2013, article L. 557-29
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de trois arbres d'environ 5 mètres de hauteur à moins de 50 cm de la tuyauterie de gaz naturel enterrée de DN 80. L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'aucune protection racinaire n'a été installée pour protéger la tuyauterie. La norme NF P 98-332 impose une distance entre les réseaux de gaz naturel et les arbres d'au moins 2 m pour le domaine public. Cette norme n'est pas opposable à l'exploitant dans le cas présent. Le principal danger provient des racines profondes qui peuvent détériorer le revêtement des tubes entraînant une corrosion externe du tube qui ne fait pas l'objet d'une protection cathodique avec un risque de fuite. En outre, une densité importante à proximité des équipements enterrés peut entraîner une gêne en cas d'intervention urgente de l'exploitant. A noter, que les arbres se trouvent aussi à proximité immédiate des tuyauteries aériennes de vapeur non soumises au suivi en service. Ces dernières pourraient être endommagées en cas de chute d'arbre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite DREAL
Proposition de délais : 15 jours